

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article8751>

Au journal officiel du 13 juin 2020

- Actualité - Au journal officiel -



Publication date: samedi 13 juin 2020

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous
droits réservés

Modification des mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la leucose bovine enzootique dans le département de La Réunion | Examen professionnel de bibliothécaire principal territorial | Création d'un dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de covid-19 | Elections professionnelles dans les entreprises (et associations) de moins de onze salariés | Mise en place à titre expérimental de mesures d'effarouchement de l'ours brun dans les Pyrénées pour prévenir les dommages aux troupeaux | Modalités de détachement d'office des fonctionnaires sur un contrat à durée indéterminée | Délibération portant avis sur un projet de décret relatif au traitement de données à caractère personnel relatives aux étrangers sollicitant la délivrance d'un visa (VISABIO) | Consultation du traitement de données VISABIO | Montant de l'indemnité horaire de base des sapeurs-pompiers volontaires | Versement d'une prime exceptionnelle aux personnels des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux de la fonction publique dans le cadre de l'épidémie de covid-19 | Abrogation de l'arrêté relatif à la suspension de l'exploitation de l'aéroport de Paris-Orly à titre temporaire dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Agriculture

Arrêté du 3 juin 2020 modifiant l'arrêté du 31 décembre 1990 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la leucose bovine enzootique [NOR : AGRG2010404A](#)

Arrêté du 12 juin 2020 relatif à la mise en place à titre expérimental de mesures d'effarouchement de l'ours brun dans les Pyrénées pour prévenir les dommages aux troupeaux [NOR : TREL2013283A](#)

Le présent arrêté a pour objet de modifier les mesures techniques et administratives relative à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la leucose bovine enzootique dans le département de La Réunion. Après deux années de consolidation des données épidémiologiques par la réalisation d'un dépistage exhaustif, il est nécessaire de pouvoir mettre en œuvre des mesures de prévention, de surveillance et de lutte contre la leucose bovine enzootique sur ce territoire en vue de l'acquisition du statut officiellement indemne dans les cheptels de bovins. En ce sens, le présent arrêté prévoit que de telles mesures de prévention, de surveillance et de lutte puissent être adaptées pour le département de La Réunion.

Concours et examen professionnel

Arrêté du 25 mai 2020 modifiant l'arrêté du 27 novembre 2019 portant ouverture d'un examen professionnel d'accès au grade de bibliothécaire principal territorial organisé par le centre interdépartemental de gestion de la petite

couronne de la région Ile-de-France (session 2020) [NOR : TERB2014040A](#)

Entreprise

Décret n° 2020-712 du 12 juin 2020 relatif à la création d'un dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de covid-19 [NOR : ECOI2011335D](#)

Dans le contexte de la crise sanitaire de covid-19 et de ses répercussions sur l'activité économique, le décret institue un dispositif d'avances remboursables et de prêts à taux bonifiés aux petites et moyennes entreprises fragilisées par la crise, et n'ayant pas trouvé de solutions de financement auprès de leur partenaire bancaire ou de financeurs privés. La société anonyme Bpifrance Financement SA est chargée de la gestion opérationnelle de ces aides.

Décret n° 2020-713 du 11 juin 2020 relatif aux modalités de dépôt des candidatures et des documents de propagande pour la mesure de l'audience des organisations syndicales auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés
[NOR : MTRT2005471D](#)

Le texte modifie les conditions de dépôt des candidatures des organisations syndicales, les modalités de leur instruction par les services du ministère chargé du travail, ainsi que les modalités de la procédure contentieuse de contestation de la liste des candidatures recevables relatives à la mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés. Il modifie également les modalités de dépôt et de validation des propagandes électorales.

Fonction publique

Décret n° 2020-714 du 11 juin 2020 relatif au détachement d'office prévu à l'article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires [NOR : CPAF2001061D](#)

Le décret fixe les modalités de détachement d'office des fonctionnaires sur un contrat à durée indéterminée lorsque l'activité d'une personne morale de droit public employant des fonctionnaires est transférée à une personne morale de droit privé ou à une personne morale de droit public gérant un service public industriel et commercial.

Décret n° 2020-711 du 12 juin 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux personnels des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique de l'Etat dans le cadre de l'épidémie de covid-19 [NOR : SSAH2013896D](#)

Le décret, pris pour l'application de l'article 11 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, permet aux employeurs publics de verser une prime exceptionnelle d'un montant de 1 500 euros ou de 1 000 euros aux personnels affectés dans certains des établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, ainsi qu'aux agents publics exerçant dans les unités de soins de longue durée et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes rattachés à un établissement public de santé, particulièrement mobilisés dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19. Cette prime exceptionnelle est exonérée de toutes les cotisations et contributions sociales ainsi que d'impôt sur le revenu en application de la loi précitée.

Protection des données personnelles

Délibération n° 2020-035 du 19 mars 2020 portant avis sur un projet de décret relatif au traitement de données à caractère personnel relatives aux étrangers sollicitant la délivrance d'un visa (VISABIO) (demande d'avis n° 19020505) [NOR : CNIX2009380S](#)

Décret n° 2020-715 du 11 juin 2020 relatif à la consultation du traitement de données VISABIO aux fins de vérifier la situation des personnes sollicitant le bénéfice des prestations prévues aux articles L. 251-1 et L. 254-1 du code de l'action sociale et des familles [NOR : INTV1922673D](#)

Ce décret modifie les dispositions réglementaires du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile afin de rendre accessibles en consultation les données contenues dans le traitement de données à caractère personnel dénommé « Visabio » aux organismes de sécurité sociale, en vue de leur permettre de vérifier la situation au regard du droit au séjour des personnes sollicitant le bénéfice de l'aide médicale de l'Etat et des soins urgents. Les dispositions relatives aux droits des personnes concernées par le traitement sont également modifiées pour être mises en conformité avec le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

SDIS

Arrêté du 10 juin 2020 fixant le montant de l'indemnité horaire de base des sapeurs-pompiers volontaires [NOR : INTE2005684A](#)

Le code de la sécurité intérieure prévoit que le sapeur-pompier volontaire a droit, pour l'exercice de ses fonctions et de ses activités au sein des services d'incendie et de secours, à des indemnités. Le décret du 16 avril 2012 a pour objet de préciser les missions qui donnent lieu à indemnité ainsi que les montants et les modalités de calcul de celle-ci. Le présent texte actualise les montants de l'indemnité.

Transport

Arrêté du 12 juin 2020 portant abrogation de l'arrêté du 27 mars 2020 relatif à la suspension de l'exploitation de l'aéroport de Paris-Orly à titre temporaire dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire relatif à l'épidémie de covid-19 [NOR : TREA2014009A](#)